

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du **15 MARS 2018**

mettant en demeure la société TRANSMETAUX à Biblisheim,
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU les récépissés de déclaration en date des 30 septembre 2008, 20 septembre 2010 et 19 mars 2015 donnés à la société TRANSMETAUX à Biblisheim ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » ;
- VU le rapport du 28 février 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société TRANSMETAUX, dénommée ci-après "exploitant", n'a pas mis en place de consigne définissant les modalités de mise en œuvre d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie et qu'il est ainsi contrevenu au point 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déversé des déchets visibles de l'extérieur du site sur le merlon aménagé en limite de l'établissement et qu'il est ainsi contrevenu au point 2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la phase de travail provoquant des émissions de poussières (tapis roulant) du broyeur de déchets de bois est dépourvue de dispositifs de captation des poussières et qu'il est ainsi contrevenu au point 6.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas mis en place un programme de surveillance des effluents gazeux et qu'il est ainsi contrevenu au point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société TRANSMETAUX dont les installations sont sises en zone industrielle 10, route de Walbourg à Biblisheim est mise en demeure de respecter sous 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des points 2.2, 2.11, 6.1 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 susvisé, reprises ci-après :

« Point 2.2 de l'annexe I :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

Point 2.11 de l'annexe I :

Les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs

Point 6.1 de l'annexe I : Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.

point 6.3 de l'annexe I L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 6.2 (poussières et odeurs), soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation. [...] »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - la Sous-Préfète de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
 - le Maire de BIBLISHEIM,
 - la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).